

La Lettre de Concorde

Analyses et rendez-vous de la Fondation

NUMÉRO
06

Octobre 2026

DANS CE NUMÉRO

01 **ÉDITORIAL · FINANCES PUBLIQUES**
Sur le fil du rasoir p. 2
Christian de Boissieu, Président de la Fondation Concorde

02 **SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE**
**Entreprises familiales : un rempart pour notre
souveraineté économique ?** p. 3
Timothée Waxin, membre du Conseil scientifique

03 **ESPACE & TÉLÉCOMMUNICATIONS**
**Comment l'Europe peut-elle peser dans la course aux
télécommunications spatiales ?** p. 4
Jean-Benoît Arvis, membre du Conseil scientifique

05
NOV.

PROCHAIN RENDEZ-VOUS
**Petit déjeuner avec Jonas
Haddad**



DERNIÈRE PUBLICATION
**Réformer le DPE pour adapter le
parc de logements au
changement climatique**

Sur le fil du rasoir

Christian de Boissieu

Président de la Fondation Concorde • 16 octobre 2026

L'augmentation des taux d'intérêt payés par la France inquiète légitimement, et l'irruption des violences urbaines n'arrange rien, bien au contraire. L'État emprunte à 10 ans à près de 5 %, avec une répercussion immédiate sur les taux payés par les entreprises et par les ménages.

Certes, il existe un mouvement général de hausse des taux dans le monde, alimenté par l'inflation et par les emprunts massifs des géants de l'IA. Mais à cette translation mondiale s'ajoute une composante proprement franco-française : nous payons plus cher sur le 10 ans que l'Espagne, l'Italie, le Portugal ou la Grèce, et l'écart augmente rapidement. Avec des taux d'intérêt nettement supérieurs au taux de croissance du PIB, l'effet boule de neige de la dette joue à plein. Les charges d'intérêt de la dette deviendront l'année prochaine le premier poste du budget de l'État.

L'État français, jusqu'à présent, se finance sans gros problèmes. Mais le financement, comme indiqué, devient de plus en plus onéreux. Plutôt que d'attendre passivement une crise financière désormais possible et qui ne ferait qu'accentuer les problèmes de pouvoir d'achat de tous, il est plus constructif de voir comment l'éviter et comment donc se passer de l'appel à la BCE ou au FMI qui, dans les deux cas, se ferait sous des conditions macroéconomiques et sociales très rigoureuses. Les gouvernants issus de la présidentielle devront concevoir une stratégie de long terme pour la croissance et les finances publiques,

mais il faut à très court terme envoyer des messages pour réduire la défiance et la spéculation contre notre pays.

Avant même la présidentielle, trois mesures me paraissent nécessaires, sans être à coup sûr suffisantes, pour améliorer notre image auprès des marchés financiers et des investisseurs étrangers :

1. Adopter le budget 2027 à temps. Donc, pas de loi spéciale. Vu la façon dont les débats s'engagent au Parlement, cela veut dire que le gouvernement devra probablement recourir à l'article 49-3 ou aux ordonnances, en espérant ne pas être censuré derrière...

2. Confirmer l'engagement d'un déficit public de 5 % du PIB pour 2027. Ce serait déjà un exploit vu les surenchères à foison et vu la faible croissance attendue pour 2027. Le FMI ne prévoit désormais que 0,7 %, après 0,4 % en 2026.

3. Donner un signal sur la réforme des retraites, même si les décisions les plus lourdes devront être annoncées vite après la présidentielle. Il est important de rassurer les marchés, les investisseurs, les agences de notation... : la suspension de la réforme des retraites ne peut en aucune manière signifier son abandon.

Christian de Boissieu
Président de la Fondation Concorde

L'ESSENTIEL

- L'État emprunte à près de 5 % à 10 ans, plus cher que l'Espagne ou l'Italie.
- Les intérêts de la dette, premier poste du budget dès l'an prochain.
- Trois signaux à envoyer aux marchés avant la présidentielle.

Entreprises familiales : un rempart pour notre souveraineté économique ?

Timothée Waxin

Membre du Conseil scientifique · octobre 2026

Dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques, les rivalités commerciales et les inquiétudes liées à la désindustrialisation, la souveraineté économique s'impose comme une priorité. Si les politiques publiques cherchent à sécuriser les approvisionnements et à préserver les secteurs stratégiques, un acteur mérite une attention particulière : l'entreprise familiale.

La souveraineté économique ne dépend pas uniquement de la localisation des activités productives. Elle repose également sur la maîtrise du capital et le maintien des centres de décision. À cet égard, les entreprises familiales présentent plusieurs caractéristiques susceptibles de favoriser l'indépendance économique.

La première tient à la stabilité de leur actionnariat. Contrairement aux entreprises dont le capital est dispersé, les entreprises familiales disposent généralement d'un actionnaire de référence capable d'inscrire les décisions stratégiques dans la durée. La volonté de transmettre l'entreprise aux générations suivantes peut encourager la préservation de son indépendance et limiter son exposition aux pressions financières de court terme. Cette stabilité constitue un atout dans des secteurs où les investissements nécessitent un horizon long.

La deuxième caractéristique concerne leur ancrage territorial. Les liens historiques, économiques et parfois affectifs qui unissent les familles dirigeantes à leur territoire peuvent favoriser le maintien des sièges sociaux, des compétences et des activités industrielles. Au-delà de l'emploi, c'est la capacité à conserver localement des savoir-faire et des fonctions stratégiques qui est en jeu. Cet attachement ne

L'ESSENTIEL

- La souveraineté passe aussi par la maîtrise du capital et des centres de décision.
- Actionnariat stable et ancrage territorial : deux atouts familiaux.
- Ni garantie ni supériorité systématique : encore faut-il rester compétitif.

signifie toutefois pas que les entreprises familiales renoncent à l'internationalisation. Leur développement à l'étranger peut au contraire renforcer leur compétitivité tout en préservant leur centre de décision dans leur pays d'origine.

Il serait néanmoins excessif de considérer le capitalisme familial comme une garantie de souveraineté. La concentration du pouvoir peut limiter l'ouverture à des compétences extérieures, tandis que la volonté de conserver le contrôle peut freiner certaines opérations de financement ou de croissance. Les difficultés de succession constituent également un facteur de vulnérabilité. Plus généralement, la littérature académique ne permet pas de conclure à une supériorité systématique des entreprises familiales en matière de performance économique.

La contribution des entreprises familiales à la souveraineté doit donc être appréciée avec nuance. Préserver le contrôle du capital ne suffit pas : encore faut-il disposer des ressources financières, humaines et technologiques nécessaires pour affronter la concurrence internationale.

L'enjeu n'est ainsi pas d'opposer capitalisme familial et autres formes de propriété, mais de créer les conditions permettant aux entreprises de conserver leur autonomie stratégique sans compromettre leur développement. **Car la souveraineté économique ne consiste pas seulement à protéger les entreprises contre les prises de contrôle étrangères : elle suppose aussi de leur donner les moyens de rester compétitives et indépendantes.**

Comment l'Europe peut-elle peser dans la course aux télécommunications spatiales ?

Jean-Benoit Arvis

Membre du Conseil scientifique • octobre 2026

L'introduction en Bourse de SpaceX, le 12 juin 2026 avec une valorisation record de plus de 2 000 milliards de dollars, a retenu l'attention de la terre entière. Mais derrière le triomphe d'Elon Musk se cache une réalité industrielle et géopolitique profonde qui mérite l'attention de l'Europe. Car SpaceX n'est pas seulement le principal lanceur de véhicules dans l'espace, c'est aussi un acteur central des télécommunications mondiales via sa filiale Starlink : celle-ci réalise 61 % du chiffre d'affaires de SpaceX, possède 9 600 satellites en orbite basse et 10 millions d'abonnés. Et ces chiffres ne cessent de croître, démontrant que les télécommunications par satellites deviennent une filière industrielle majeure.

Plusieurs facteurs expliquent cette croissance. Les progrès technologiques réduisent le coût de fabrication des satellites mais aussi le coût de lancement. Par ailleurs, la massification des lancements par SpaceX (de 6 en 2015 à 161 en 2025) a dégagé des économies d'échelle énormes.

Dans le même temps, la demande de télécoms satellitaires explose. La croissance des usages data personnels et les besoins spécifiques (avions, navires, zones reculées...) créent un marché considérable : jusqu'à 2 milliards de personnes ne disposent toujours pas d'une connectivité terrestre satisfaisante.

Les télécoms satellitaires représentent donc la part la plus importante de la « Nouvelle Économie Spatiale », que le cabinet de conseil McKinsey projette à 1 800 milliards de dollars à horizon 2035. Mais aujourd'hui ce sont surtout les acteurs américains qui se positionnent pour capter cette croissance tout le long de la chaîne de valeur. L'Europe, leader historique du spatial, semble en reste : Arianespace n'a réalisé que 7 lancements en 2025, contre environ 200 pour les acteurs américains. Et aucun projet européen de constellation grand public n'émerge.

EN CHIFFRES

61 % du chiffre d'affaires de SpaceX réalisé par Starlink

7 / 200 lancements européens et américains en 2025

Pourtant, l'accès aux télécoms satellitaires est triplement stratégique pour l'Europe : (1) garantir l'accès aux régions isolées et aux entreprises, (2) disposer d'une capacité de communications sécurisées pour les gouvernements et les forces armées (ce que vise le programme IRIS², mais dont les contours restent flous) et (3) permettre au secteur spatial européen de profiter de la manne de la « Nouvelle Économie Spatiale ».

Comment faire pour adresser ces enjeux ? Déjà, il ne faut pas rêver de construire du jour au lendemain un « SpaceX européen ». Une stratégie prudente serait de s'appuyer sur les technologies existantes des acteurs américains, voire même de les encourager à faire de la recherche et de la production sur notre continent, afin de développer des briques critiques européennes. Après tout, la Chine n'a-t-elle pas développé sa filière de voitures électriques en attirant Tesla sur son propre territoire ?

Ensuite, il faut s'attaquer aux deux facteurs qui expliquent le retard européen dans l'espace : l'accès au financement des entreprises innovantes, et une commande publique limitée et fragmentée. Sur le premier point, le financement par les marchés des entreprises innovantes européennes, pourtant nombreuses, restait deux fois inférieur à ce qu'il était aux États-Unis en 2024. Au-delà de la fragmentation des marchés, il y a une question plus générale d'accès au capital-risque pour les jeunes pousses européennes.

Enfin, utiliser franchement la commande publique comme accélérateur industriel. Les budgets américains en 2024 sont 6 fois supérieurs. La genèse de SpaceX au début des années 2000 vient justement de la réponse à des appels d'offres de la NASA. L'Europe peut s'en inspirer en fixant des objectifs ambitieux et en passant des commandes suffisamment importantes pour permettre à ses entreprises d'investir, d'innover et de réduire leurs coûts.

Notre prochain rendez-vous

PETIT-DEJEUNER DE LA FONDATION CONCORDE
Présentation du livre de Jonas HADDAD
Avocat, Vice-Président de la Région Normandie,
Porte-parole de Bruno Retailleau
"C'est Nicolas qui paie"

Le jeudi 5 novembre 2026, 8h30
A la Terrasse des Champs-Élysées
50 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Réservez votre place info@fondationconcorde.com



PETIT DÉJEUNER

avec Jonas Haddad

Jeudi 5 novembre 2026 · 8 h 30

Terrasse des Champs-Élysées

50, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Je m'inscris

Notre dernière publication

ÉTUDE · LOGEMENT

Réformer le DPE pour adapter le parc de logements au changement climatique

Fondation Concorde ·
septembre 2026

Réformer le DPE pour adapter le parc de logements au changement climatique

Philippe Ansel et Bertrand Moine · septembre 2026

La France compte bien plus de « bouilloires thermiques » que de passoires énergétiques. Héritée d'un « ADN hiver », la politique du logement isole pour garder la chaleur, sans penser à l'évacuer. Les auteurs proposent de passer du confort d'été à l'« habitabilité d'été », à travers cinq réformes du DPE.

48,2 %

des logements
inadaptés aux fortes
chaleurs

9,9 %

classés F ou G
(passoires
énergétiques)

5 700

décès attribuables à la
chaleur en 2025

Lire et télécharger l'étude →

SOUTENEZ LA FONDATION

Un think tank indépendant, dédié à la croissance, à la compétitivité et à la prospérité

Adhérez ou renouvelez votre cotisation : fondationconcorde.com/adherer

J'adhère